

Article proposé par Malika

## L'affaire des caricatures du Prophète

**Yacob MAHI - Professeur de religion islamique**

L'affaire des caricatures du Prophète Mohamed criminalise toute une spiritualité, dévoile une volonté délibérée de nuire au défi du «vivre ensemble» et suscite, au rythme des médias, une vague de décharges émotives démesurée dans les communautés musulmanes à travers le monde. Le débat entre Islam et «Occident» est soulevé en référence à la thèse du choc des civilisations

**Yacob MAHI**

Des Etats musulmans dictatoriaux et sanguinaires deviennent subitement soucieux de la dignité des peuples, alors qu'ils bafouent quotidiennement les droits élémentaires de l'Homme, qui sont aussi des préceptes islamiques. C'est là l'instrumentalisation du sentiment d'humiliation ressenti par les musulmans. On assiste à une surenchère où chaque Etat musulman, gestionnaire de l'industrie de la torture, craignant la disparition du prestige de son régime policier, surtout à l'aube de la victoire du Hamas, s'efforce de démontrer qu'il défend la cause de la foi en menant ce noble combat.

Il ne s'agit pas d'un conflit entre la référence au révélé et à l'autonomie humaine, mais d'une perception et d'une réaction. Les uns, au nom de la liberté d'expression, tiennent de toute part une avalanche de propos simpliste et caricaturale et semblent résister à l'obscurantisme religieux grimant. Les autres semblent vouloir limiter cette liberté au nom du respect des sacralités et de la censure du blasphème.

Les représentations du prophète avec une bombe dans son turban, ou celles où il renvoie des terroristes du paradis car il n'y a plus de vierges, ont déchaîné une vague d'indignation. Archétype faisant persister l'équation réductrice selon laquelle tout musulman est terroriste, obscurantiste et misogyne, il est compréhensible que des êtres s'estiment choqués. Insultantes en raison de l'appel à la haine que contiennent ces caricatures, leur diffusion est susceptible de provoquer des incidents d'ordre public. N'est-ce pas là une approche odieuse incitant à une tendance politiquement correcte, soutenue par des journaux européens, de l'antisémitisme islamophobe ? Toucher au prophète de façon insultante est une humiliation pour un musulman. Notre respect de la liberté d'expression ne pourrait nous permettre d'accepter une caricature insultante et haineuse à l'égard des spiritualités juive, chrétienne, bouddhiste, agnostique, athée ou autres. Ni même de se moquer ou minimiser la blessure et la mémoire des victimes des génocides kurde, rwandais, juif, arménien, palestinien,... Tout propos judéophobe, christianophobe, islamophobe doit être sanctionné. Laisser faire, c'est accroître la violence symbolique.

C'est au nom du principe de la liberté d'expression, en tout mépris de la sensibilité de la communauté musulmane, que ce blasphème est aujourd'hui banalisé. Une réflexion de fond doit être menée sur son caractère absolu ou relatif, ainsi que sur les conséquences de cette liberté, car bâtir le vivre ensemble sur la dérision et la haine, c'est détruire tout éventail du possible d'un avenir commun. La réelle liberté d'expression inclut le droit à dire ce qui pourrait choquer sans insulte, ni diffamation, ni incitation à la haine ou à la violence. L'ironie, la caricature et la dérision sont caractéristiques de nos démocraties, mais l'humoriste qui ignore les sensibilités et les règles de civilité fait de la liberté un abus.

Il est donc important que le droit veille à cadrer en amont cette notion par une déontologie de respect et à réguler toutes les relations sociales dans la limite de la sagesse, du bon sens et de la mesure. Afin que tout plaidoyer haineux incitant à la discrimination, à l'hostilité et à la violence soit censuré. Les musulmans semblent vivre avec le sentiment d'être assiégés dans une Europe qui n'est plus un sanctuaire extérieur à l'islam. La religion civile de Rousseau représente la base de principes éthiques communs permettant de renforcer le ciment du lien social nécessaire à la vie en société.

La manifestation, mouvement de foule souvent ingérable dans ses excès, ne doit avoir lieu que dans un cadre apaisé pour dénoncer la provocation et l'incitation à la haine et à la perception réductible d'autrui. Pourtant, les réactions suscitées sont exagérées et contribuent à élargir un fossé entre les citoyens européens. L'appel au boycott aurait été une réponse non violente qui laisse à chacun le choix d'une mobilisation. La violence et les réactions diplomatiques outragées sont disproportionnées et risquent de mener au piège d'une vision globalisante.

Cette crise ne peut s'étouffer que dans le cadre d'un débat de fond serein et responsable qui mènerait les esprits au calme. La meilleure réponse serait l'intelligence, loin de tout appel à la violence, dans la maîtrise de la nécessaire citoyenneté spirituelle.

© La Libre Belgique 2006